

# La perception des impôts

**LA COLLECTE DES IMPÔTS** est un sujet auquel nombre de dirigeants africains accordent une grande importance, à juste titre. La bonne nouvelle est que, dans le pays subsaharien médian, la collecte des impôts s'est améliorée, passant d'environ 14 % du PIB au milieu des années 90 à plus de 18 % du PIB en 2016. Mais les recettes sont encore inférieures aux besoins de dépense et la dette publique a grossi dans l'ensemble du continent. À terme, le FMI estime que de nombreux pays à faible revenu doivent dépenser un surcroît de 14 % du PIB pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies d'ici 2030. Dans le même temps. Les gouvernants cherchent d'autres sources que l'aide pour financer leur propre développement. Est-il possible de concilier ces deux objectifs ?

Dans l'ouvrage intitulé *Taxing Africa*, Mick Moore, Wilson Prichard et Odd-Helge Fjeldstad proposent un exposé éclairant de la taxation en Afrique et décrivent la situation actuelle. Sur la base de leur vaste expérience de conseillers en matière de politique fiscale et d'administration des recettes, les auteurs proposent des idées en vue d'améliorer la perception des impôts, sans être normatifs.

Le livre débute par un bref historique du système fiscal en Afrique, dont les racines remontent au colonialisme. Les taxes pesaient surtout sur les Africains et visaient à confiner les travailleurs dans une économie basée sur le numéraire, sous les ordres des

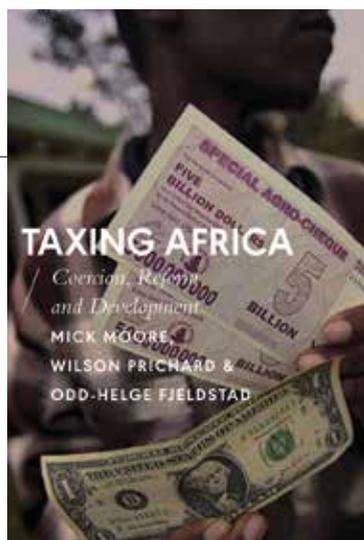
propriétaires européens des fermes ou des mines. Certaines taxes sont encore liées à cette période et suscitent une vive opposition. Après l'indépendance, les gouvernements se sont tournés vers la taxation de l'agriculture et des exportations minières pour développer l'industrie locale et redistribuer les revenus. Au cours des années 80 et 90, les pays africains ont emprunté une approche basée davantage sur le marché et cessé de taxer surtout les exportations.

De nos jours, les systèmes fiscaux dans l'ensemble du continent comprennent un mélange d'imposition directe des revenus des particuliers et des sociétés, et de taxes indirectes sur la consommation, telles qu'une taxe sur la valeur ajoutée. Mais les auteurs notent que le potentiel des taxes locales est réduit en raison des pots-de-vin que les citoyens doivent payer pour obtenir des services élémentaires. Ils soulignent aussi les problèmes que pose la collecte des impôts auprès des citoyens aisés ou influents. Enfin, beaucoup de pays (pas seulement en Afrique) ont du mal à recouvrer les impôts des sociétés multinationales qui usent de stratégies sophistiquées pour placer leurs revenus dans des paradis fiscaux.

Que peut-on donc faire pour améliorer la rentrée des impôts ? Les auteurs considèrent que les autorités responsables de l'administration fiscale en Afrique sont de plus en plus sophistiquées et peuvent aider à améliorer la conception et le fonctionnement des systèmes fiscaux, par exemple en Ouganda et au Rwanda. Malheureusement, les autorités fiscales font face à des intérêts puissants qui font obstruction aux réformes. Mais un contrepoids politique est en train de se mettre en place. La société civile commence à soutenir la mobilisation des recettes, cherche à améliorer la justice, la réciprocité et la responsabilité. Dans ce contexte, les auteurs notent que beaucoup de gouvernements sont mieux en mesure d'expliquer la nécessité de lever des impôts en montrant les dépenses payées par ces impôts.

*Taxing Africa* est un ouvrage fascinant qui décrit le système de taxation et montre combien il est difficile d'accroître les rentrées fiscales sous plusieurs angles. Il est écrit dans une langue simple et est passionnant pour qui s'intéresse à la politique fiscale et à l'administration des recettes. Le constat des auteurs selon lequel les dirigeants africains cherchent de plus en plus à trouver des solutions africaines est encourageant. Cependant, le lecteur attentif à la politique économique pourrait apprécier quelques idées plus concrètes quant à ce que les gouvernements peuvent réaliser. **FD**

**AXEL SCHIMMELPFENNIG**, chef de division, département Afrique du FMI



Mick Moore, Wilson Prichard  
et Odd-Helge Fjeldstad

## **Taxing Africa: Coercion, Reform and Development**

Zed Books, Londres, 2018,  
288 pages, 24,95 dollars